

Du : 14 juin 2011

Contacts :

Jean-Paul Lanel 06 77 71 03 24

Daniel Retat 06 80 99 88 08

Tractations Safran/Thales

« Non au marchandage politico financier et technocratique qui menacent nos emplois, nos sites et nos activités ».

C'est autour de ces slogans que des délégations regroupant plus de 800 salariés sont venues de tous les sites de Sagem en France manifester mercredi 8 juin sur la place des Invalides à Paris avant de bloquer plusieurs minutes durant l'accès à la rue Saint-Dominique résidence du ministère de la défense.

La délégation intersyndicale qui a été reçue est ressortie extrêmement déçue de son entretien avec les conseillers du ministre, car le Ministère qui téléguidé en sous-marin les tractations Safran-Thales-Dassault ne peut « se découvrir » sous peine d'être accusé d'ingérence dans la gestion de sociétés cotées dont il est un actionnaire non majoritaire.

Les demandes des salariés de Sagem et du groupe Safran sont :

- le gel des discussions en cours,
- fixer comme objectif l'élaboration de structures industrielles équilibrées entre Safran et Thales, ce qui permettrait aux activités d'optronique, d'avionique et d'aéronautique française d'être en capacité technologique, humaine et financière de répondre aux évolutions des marchés en France, en Europe et partout dans le monde,
- considérer l'emploi, les compétences, la formation, les transmissions de savoir-faire et la politique industrielle sur les territoires comme essentielles au maintien de l'indépendance nationale et européenne en matière de défense.

Les salariés de Sagem et Safran sont de plus en plus déterminés. Ils n'admettent pas que la réussite de leur travail soit gâchée, que leurs emplois et leurs sites soient menacés, que leur avenir soit sacrifié. Ils veulent être respectés.

L'intersyndicale prévoit :

- de manifester lors du salon du Bourget,
- d'agir pour que les droits des instances de représentation du personnel et de l'actionnariat salariés (16 % du capital Safran – 2 administrateurs) soient respectés.

Pour les salariés de Safran, le projet tel qu'il est présenté par la Presse (sans démentis de l'Etat et des sociétés) est inacceptable.

D'autres solutions au bénéfice de l'industrie de la défense, des finances de l'Etat et de chaque Groupe sont possibles.